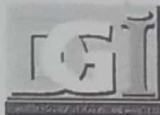


**SECRETARIAT D'ETAT
AUPRES DU PREMIER MINISTRE
CHARGE DU BUDGET
ET DU PORTEFEUILLE DE L'ETAT**

**DIRECTION GENERALE
DES IMPOTS**



REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
Union - Discipline - Travail

MODELE D 1020 - MODIFICATIVE
Droits de recherche : 5000 francs
(Loi n° 96-218 du 13 mars 1996)

DECLARATION FISCALE DE MODIFICATION DES CONDITIONS D'EXPLOITATION

PERSONNES MORALES
(Sociétés, associations et autres organismes)

A souscrire :

- après modification des conditions d'exploitation (Art. 284 CGI)
- après mutation de fonds

Le défaut de déclaration est sanctionné par une amende de 100 000 francs